

## INTERGLOBAL

Carlos appréciait la salsa. Capture d'écran d'une vidéo montrant Carlos lors d'une soirée dans un club de Khartoum.



CARLOS AU SOUDAN

# Le Chacal traqué

Maryline Dumas

**Le second procès de Carlos s'ouvre lundi en France. Celui qui a déjà été reconnu coupable de meurtre dénonce aujourd'hui les conditions de son arrestation au Soudan en 1994.**

C'est l'histoire d'un gars qui a terrifié le monde. C'est l'histoire d'une figure emblématique des années 70. Ilich Ramirez Sanchez, alias Carlos ou le Chacal, comparaitra devant la Cour d'assises spéciale de Paris jusqu'au 16 décembre pour son implication dans quatre attentats survenus en France entre 1982 et 1983. De nouveau sur le devant de la scène, le révolutionnaire n'a pas dit son dernier mot. Début octobre, il a déposé plainte contre l'ancien ministre français de l'intérieur Charles Pasqua à qui il reproche d'avoir commandité son enlèvement en 1994 au Soudan.

C'est durant l'été de cette année-là que la vie de Carlos bascule. Ce samedi 13 août, le militant communiste subit une varicocélectomie. « Nous avons enlevé les tumeurs variqueuses du testicule droit pour améliorer la qualité de ses spermatozoïdes », explique le docteur Khaled Al-Darier qui s'est chargé de son anesthésie. A 45 ans, le Vénézuélien a besoin de cette opération pour réaliser son rêve : construire une seconde famille avec Lana, sa femme jordanienne de 23 ans. « L'intervention est très simple. Elle a duré à peine une heure, sous anesthésie locale », précise Khaled Al-Darier. Officiellement, pour l'administration de l'hôpital Ibn Khaldoun, où le Chacal a été pris en charge, l'affaire s'arrête ici : « L'opération s'est

bien passée. Il a récupéré puis a quitté notre établissement. C'était un patient comme les autres. »

## Couillonné !

Comme les autres ? Pas vraiment. Alors que Carlos se remet de l'opération dans une chambre de l'hôpital, il reçoit la visite d'un membre des services secrets soudanais. Celui-ci lui annonce que quelqu'un cherche à le tuer, qu'il vaudrait mieux qu'il quitte les lieux. Le militant communiste s'exécute et suit cet agent. Il ne le sait pas encore, mais il vient de faire un pas vers la prison. « Je l'ai pourtant mis en garde, affirme son anesthésiste. Je lui ai dit qu'il ne fallait pas faire confiance à ces gens là. » Car si le médecin ne connaît pas encore la véritable identité de son patient, il a eu l'occasion, comme beaucoup de Soudanais, d'expérimenter le fonctionnement de la police locale.

Escorté par les services secrets soudanais, Carlos prend la direction d'une villa dans le quartier de Taïf, à l'est de Khartoum. Plusieurs dizaines d'heures passent, puis c'est l'anesthésie générale, sans opération cette fois. Les agents soudanais le remettent, endormi et ligoté, aux mains de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST, les services secrets français, aujourd'hui appelés DCRI). Le convalescent se réveille peu de temps avant l'atterrissage de l'avion militaire qui le transporte. Dans son livre « Jackal » (le chacal, ndlr), l'auteur John Follain raconte que le Vénézuélien se méprend alors sur la nationalité de ses ravisseurs : « Bien joué. Vous

devez être les Américains. » « Non, vous êtes sur le territoire français », lui répond-on. Carlos pose le pied, dans la matinée du 15 août, à Villacoublay (une base aérienne de l'armée, au sud-ouest de Paris). Il est immédiatement emprisonné.

En France, le soulagement est à la taille de la liste des faits qui lui sont reprochés : la prise d'otage de onze ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en 1975; l'assassinat de deux agents de la DST - il a été condamné à perpétuité en 1997 pour ces meurtres - les attentats - pour lesquels il s'apprête à être jugé - du train Toulouse-Paris, de la rue Marbeuf à Paris, de la gare Saint-Charles de Marseille et d'un TGV à Tain-l'Hermitage entre 1982 et 1983. Carlos et l'organisation qu'il a fondé - financée par la Lybie et l'Irak - sont aussi soupçonnés d'avoir collaboré avec la RAF allemande ou la Stasi et d'avoir fourni des armes à l'ETA.

## Khartoum, ville-planque

Pour la police française, c'est la fin d'une traque de 19 ans. Pour Carlos, celle d'une vie de cavale. Le mercenaire à la retraite a d'abord passé quelques années en Syrie avec sa femme Magdalena Kopp - proche des Cellules révolutionnaires allemandes - et sa fille, Elbita. Devenue gênante, la famille sera envoyée au Yémen en 1992. Elle prendra ensuite la direction de la Jordanie. Là-bas, Ilich Ramirez Sanchez rencontrera Lana qui deviendra sa seconde épouse. Magdalena, délaissée, s'envole avec sa fille pour le Venezuela.

Rapidement, le quadragénaire devient encombrant pour la Jordanie. Peu de pays semblent prêts à l'accueillir, il ne voit qu'une seule solution : le Soudan. Ilich Ramirez Sanchez, converti à l'Islam depuis 1975 et arabophone, espère reprendre ses activités en s'immisçant dans la nébuleuse islamiste qui prend forme depuis le coup d'état d'Omar el-Béchir en 1989. Le régime impose la Charia, le Soudan est considéré comme un Etat terroriste par les Etats-Unis et un autre quadragénaire, qui commence à se faire connaître sur la scène internationale, s'est installé dans la capitale. En 1993, Carlos et Ben Laden habitent donc la même ville : Khartoum. Se sont-ils rencontrés ? Carlos a toujours nié. En tout cas, il a reconnu, le 19 octobre, une certaine admiration pour Ben Laden dans une interview donnée au quotidien français Libération.

A Khartoum, Carlos s'installe d'abord au Hilton, sur les bords du Nil. Il jongle avec trois faux passeports afin de mieux brouiller les pistes. Lorsqu'il rencontre Wahrid Ibrahim Micheal, Carlos est un homme d'affaires jordanien qui répond au nom d'Ali Barakhat. « En août 1993, un Irakien me propose de louer un de mes appartements », raconte Wahrid Ibrahim Micheal. « Il paie en cash un an de loyer. Une semaine plus tard, il me dit qu'il ne va pas venir finalement, mais qu'il a trouvé quelqu'un pour le remplacer. » C'est donc Ali Barakhat et sa femme Lana qui s'installent dans le quartier d'Amarat, chez Wahrid Ibrahim Micheal. L'immeuble se situe près de l'aéroport, au croisement de la rue 35

MATHIEU GALTIER



Refuge fleuri. Carlos passait ses journées dans son appartement (fenêtres à droite) à regarder les chaînes internationales et à lire les journaux.

et de la route de l'Afrique. L'ambassade française n'est qu'à quelques rues de là.

### La dernière salsa

Le couple occupe un logement meublé au rez-de-chaussée de ce bâtiment marron. « C'est l'appartement le plus vaste », détaille Youssef, le gardien. « Il fait 150 mètres carrés, il a trois chambres. » L'entrée donne sur une petite pièce qui s'ouvre sur une cour privative. « Quand il est arrivé, il a sorti tous les meubles dans cette cour. Il m'a appelé pour me montrer la poussière qu'il y avait sous les meubles. J'ai pensé qu'il était un peu maniaque, mais plus tard, j'ai compris que c'était probablement pour vérifier qu'il n'y avait pas de micro », raconte le propriétaire.

La vie de Carlos s'organise. C'est un homme poli au ventre bedonnant. De l'avis de ses voisins, il est agréable et respectable. La journée, il sort peu. Il regarde les chaînes internationales

à la télé, lit les journaux et reçoit quelques invités. Du beau monde : « Il ne recevait pas beaucoup de visiteurs, mais parfois, j'apercevais des gens venir. Des gens que je voyais aussi à la télé. Des gens du gouvernement », explique Wahrid Ibrahim Micheal qui se refuse à donner des noms. Les nuits du Vénézuélien sont plus agitées. Carlos écume les clubs réservés aux étrangers. « C'était un gentleman. Il buvait, il dansait. Mais il ne touchait ni aux filles ni aux jeux, contrairement à beaucoup d'autres », se rappelle un Grec avec qui il partageait son whisky de contrebande. D'autres témoins évoquent pourtant des histoires avec des filles. Carlos aurait d'ailleurs eu une maîtresse, une Soudanaise d'une cinquantaine d'années.

Selon Adil Al Baz, rédacteur en chef du quotidien Al-Ahdath et auteur d'un livre à paraître sur la vie de Carlos à Khartoum, c'est cette dernière qui tentera d'établir un contact entre Ali Barakhat et Hassan al-Turabi, père

de la Charia soudanaise et éminence grise d'Omar el-Béchir (aujourd'hui son principal opposant). Un échec, car le Vénézuélien devient gênant. A l'évocation du personnage, Hassan al-Turabi est embarrassé : « Je n'ai su que Carlos était à Khartoum que trois mois avant son arrestation. A ceux qui m'ont demandé conseil, j'ai dit qu'il devait partir. Il est arrivé dans des conditions irrégulières. Et puis il se montrait trop dans les clubs. Il parlait trop. »

Les Français, eux aussi, finissent par apprendre la présence de Carlos au Soudan. Le pouvoir soudanais s'interroge: doit-on l'arrêter ou pas ? Adil Al Baz explique que le débat a fait rage : « Il y avait deux camps au sein du parti du Congrès (le NCP, parti au pouvoir depuis 1989). Certains souhaitaient qu'il soit remis aux Français car il était considéré comme un terroriste entré illégalement sur le territoire. D'autres invoquaient l'Islam qui interdit que l'on livre un hôte à son ennemi. » Le gouvernement a fi-

nalement choisi la première solution. Un « kidnapping » selon Isabelle Coutant-Peyre l'avocate de Carlos. Celle-ci affirme que l'ancien ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, « a revendiqué publiquement », lors d'une interview en 2007, « avoir donné l'ordre de kidnapper » celui qu'elle a épousé en prison. Au Soudan, on défend un autre point de vue. Rabbie Abdelatti Ebaid, conseiller au sein du ministère de l'Information, évoque « une collaboration, en toute légalité, entre deux pays souverains ». Pour lui, « il n'y a pas lieu de polémiquer ».

D'ailleurs, Carlos appartient au passé, une vieille histoire que l'on raconte aux visiteurs. Aujourd'hui, les Khartoumites se plaisent à appeler « Carlos Station » l'arrêt de bus qui se trouve au pied de l'immeuble où vivait le Vénézuélien. Ironie du sort, c'est aujourd'hui le NCP, le parti au pouvoir responsable de son arrestation, qui loue son ancien nid douillet.